

au XXV^e Congrès du PCUS triomphe de l'immobilisme et de l'autosatisfaction

par Victor Fay

Le XXV^e congrès du PCUS s'est tenu à Moscou du 24 février au 5 mars 1976. Sa clôture a coïncidé avec l'anniversaire de la mort de Staline, survenue le 5 mars 1953, et avec le vingtième anniversaire du discours « secret » de Khrouchtchev, prononcé au XX^e congrès du parti et inaugurant la « destalinisation » du régime. Il n'en a plus été

question ces jours derniers au Palais des Congrès du Kremlin. Ce fut un congrès de stabilisation du régime et de consolidation du parti. Il serait abusif cependant de parler de la « restalinisation », car le régime a évolué et il paraît peu probable que, sauf danger immédiat, on revienne à la terreur de masse pratiquée par l'ancien dictateur.



« La vigilance » est de nouveau à l'ordre du jour : idéologique, politique, surtout policière. Plus se développent les relations économiques et technologiques avec l'Occident, plus se renforce la lutte contre l'influence « dissolvante » des idées démocratiques et libérales, plus devient sévère la répression contre les dissidents.

une ignorance superbe

Le congrès a superbement ignoré la grève de la faim de 80 prisonniers politiques, protestant contre leurs condamnations et leur traitement dans les camps. Il a protesté sans complexe contre la répression dans d'autres pays. Pour ces 5 000 délégués, la démocratie soviétique n'a nul besoin d'être perfectionnée. Il suffit de poursuivre l'œuvre entreprise et, après avoir réa-

lisé le socialisme, l'URSS parviendra, à une date encore indéterminée, au communisme intégral. Vouloir rétablir une démocratie à l'occidentale, la pluralité politique, la liberté d'expression, mènerait, selon eux, le pays en arrière, vers le rétablissement du capitalisme.

Les délégués ont été dans l'ensemble plus conformistes, plus contents d'eux-mêmes que leurs dirigeants. C'est ainsi que le projet de la nouvelle Constitution n'a trouvé nul écho parmi eux, malgré

l'insistance de Brejnev. Celle qui existe, établie en 1936 par Staline et déclarée « la plus démocratique du monde », leur donne entière satisfaction.

Cette démocratie soviétique s'incarne dans un homme, un chef, porté au sommet de la hiérarchie. Cette personnification du pouvoir paraît inséparable de la structure du régime. Tant qu'elle était représentée par Lénine, respectueux des statuts, elle pouvait faire illusion. Dès l'avènement de Staline au pouvoir, la violation de la légalité est devenue la règle. Khrouchtchev a bien voulu libéraliser le régime et mettre fin au « culte de la personnalité ». Il n'y est pas parvenu.

Brejnev, porte-parole de l'appareil, voit renaître en sa faveur le « culte ». Tous les orateurs ont célébré ses éminentes qualités d'homme et de chef ; un cérémonial rigide les a obligés



Plissonnier (à droite) recevant Kizimenko représentant le PCUS, lors du XXII^e Congrès du PCUS : l'accent sur les désaccords

à rendre hommage au premier d'entre eux, à celui qui les représente, au dépositaire de leur pouvoir.

Homme d'Etat et chef de parti, Brejnev était tenu à une certaine discrétion de langage en traitant des rapports avec les puissances étrangères et en admonestant les partis communistes occidentaux. Ses lieutenants étaient plus libres pour célébrer la grandeur de l'URSS et rappeler à l'ordre, comme l'a fait Macherov, premier secrétaire du P.C. de Biélorussie et membre adjoint du Politburo, ceux qui «**débitent le marxisme-léninisme en tranches nationales**».

D'autres critiques, à peine moins sévères, ont été adressées aux communistes occidentaux par plusieurs orateurs, entre autres Schtcherbitski (premier secrétaire de l'Ukraine), Honecker (leader est-allemand), Husak (le « normalisateur » tchécoslovaque), Jivkov (numéro un bulgare), sans parler de Fidel Castro, définitivement « aligné » ou de Cunhal, prêt à sacrifier son parti portugais sur l'autel de la patrie soviétique. Pour ces orthodoxes, le critère de l'internationalisme prolétarien est le soutien inconditionnel de l'URSS ; chaque, critique, même de détail, pouvant servir les ennemis du socialisme. Sans être nommément désignés, les PC italien, espagnol et français, sans parler des hollandais et des anglais, ont été accusés d'opportunisme et de tendances social-démocrates. Nulle menace n'a accompagné ces reproches, nulle excommunication n'a été lancée.

Tout le monde a senti cependant qu'un clivage profond se faisait jour entre la plupart des communistes d'Europe occidentale, soutenus discrètement par les Yougoslaves et les Roumains et ceux au pouvoir en Europe orientale suivis seulement par les inconditionnels allemands et portugais.

Ce qui était nouveau, c'est l'attitude des accusés. Non seulement ils n'ont pas cédé aux critiques mais ont osé chacun à sa manière, réfuter les arguments qui leur étaient opposés. En sou-

plesse à l'italienne, sans consentir la moindre concession quant au fond pour Berlinguer ; avec naturel, sans même mentionner les divergences pour Mc Lennan, leader du PC britannique ; en mettant l'accent sur les désaccords, aussi bien à la tribune du congrès que lors d'une conférence de presse, pour Plissonnier, adjoint de Marchais au secrétariat du PCF ; avec agressivité enfin pour Santiago Carillo, secrétaire général du PC espagnol, qui, absent de Moscou, a parlé à Rome de «**l'état primitif**» du socialisme soviétique.

Les représentants yougoslave et roumain ont été plus réservés. Leurs situations économique et militaire leur imposent une prudence accrue, parce qu'ils ont besoin des échanges avec l'URSS, parce qu'ils sont exposés aux pressions soviétiques. D'où le ton plus conciliant de Ceausescu et de Dolanz, qui, tout en maintenant leur originalité nationale, ont évité de polémiquer avec les tenants de l'orthodoxie.

Cette orthodoxie est jugée immuable, sa portée universelle. Elle a permis à l'URSS de devenir une superpuissance égale des Etats-Unis ; d'enregistrer des succès spectaculaires sur l'arène mondiale, d'affirmer sa présence bien au-delà de sa zone d'influence traditionnelle.

Brejnev l'a proclamé avec assurance en mettant l'accent sur la victoire des Vietnamiens et des Angolais qu'il a attribuée essentiellement à l'aide soviétique. Si cette aide était en effet décisive en Angola, grâce à la non-intervention des Etats-Unis, elle a joué un moindre rôle au Vietnam, où la défaite des Américains aurait pu être différée mais non empêchée par l'abstention soviétique. Il a mis les Chinois en demeure de modifier leur attitude s'ils veulent « normaliser » leurs relations avec l'URSS, ce qui semble peu probable dans l'immédiat. Plus certain paraît le succès emporté par les accords de Helsinki, entérinant le statu quo territorial en Europe, sans que l'URSS consente, en contrepartie, à la libre circulation des hommes et des idées.

L'URSS, qui reste attachée à

la politique de détente et de coopération internationale, propose maintenant de consolider ces accords, par la conclusion d'un traité de non-recours à la force. Ce projet rappelle un peu celui de Briand à la SDN, qui a sombré dans l'indifférence et l'oubli. Il a pour but d'alléger le poids des charges militaires écrasantes, en amenant les Etats-Unis à un compromis sur la limitation des armements atomiques et sur le maintien de l'actuel rapport des forces favorable aux Soviétiques. La puissance militaire de l'URSS a augmenté ; elle contraste avec le recul de son influence idéologique, avec ses difficultés économiques et son retard technologique, qu'elle cherche à compenser par les fournitures occidentales.

des intérêts complémentaires

Il serait erroné de croire que l'URSS soit prête à faire n'importe quelle concession pour obtenir ces fournitures. Toute tentative d'ingérence dans ses affaires intérieures sera repoussée avec énergie. Si l'URSS a besoin de l'aide



Berlinguer : une opposition en souplesse mais sans la moindre concession

occidentale, les Occidentaux ont besoin de ses commandes. Leurs intérêts sont complémentaires. Ni l'une ni les autres ne peuvent imposer leur volonté. Le désenchantement est d'ailleurs réciproque. Les Soviétiques croyaient surmonter leur sous-développement technologique en peu d'années,

grâce à l'apport occidental. Les capitalistes des pays industriels croyaient voir s'ouvrir un immense marché soviétique, leur permettant de sortir de la crise.

Ils se sont tous trompés et ont dû ramener à leurs véritables proportions les échanges Est-Ouest. Les achats soviétiques peuvent,



Brejtnev et Cunhal : Brejtnev et Souslov ont reçu aussi bien Cunhal que Berlinguer et les deux rencontres ont été présentées de la même manière dans la Pravda à deux jours de distance

dans une certaine mesure, atténuer la crise du monde capitaliste ; les ventes occidentales, surtout des céréales et des installations industrielles de pointe, peuvent faciliter le maintien de la progression économique et du niveau de vie en URSS. D'où la prudence de Brejtnev et de Kossyguine qui ont mis l'accent davantage sur la productivité du travail et sur la qualité des produits que sur l'accroissement de la production.

La priorité est toujours accordée aux moyens de production sur les articles de large consommation. Ceux-ci subissent les incidences de la mauvaise récolte des céréales, en ce qui concerne le pain, la viande, les produits laitiers... Les investissements massifs dans l'agriculture n'auront pas d'effet à court terme et la structure de celle-ci constitue un obstacle, jusqu'ici insurmontable, à l'augmentation du rendement et à l'économie de la main-d'œuvre.

Les critiques n'ont pas manqué, adressées aux gestionnaires de l'économie. Elles n'ont pas beaucoup varié d'un congrès à l'autre. Gaspillage, retard de fournitures, rupture du Plan, dépassement des délais et des crédits, insuffisance

et mauvaise qualité des produits, vol et pillage du bien public, tels sont les principaux reproches de Brejtnev que Kossyguine a essayé d'atténuer en insistant sur les difficultés objectives. Il est vrai qu'il était pour une part responsable de ces défauts de fonctionnement. Il ne semble pas que sa position soit pour autant ébranlée. Tout

autre est la situation de Polianski, membre du Pôitburo depuis 1960. Il n'a pas été réélu et risque de perdre son poste de ministre de l'Agriculture.

Il est le seul à être éliminé, tous les autres dirigeants restent à leurs postes, y compris Pelché, nonobstant ses

78 ans. Deux anciens suppléants deviennent membres titulaires du Pôitburo : Oustinov, spécialiste de l'armement et des affaires spatiales ; Romanov, premier secrétaire du parti à Leningrad. Deux nouveaux membres entrent au secrétariat, tous les deux proches collaborateurs de Brejtnev : Zimianine, directeur de la Pravda, et Tchernienko, chargé des affaires générales du Comité central.

Brejtnev, réélu secrétaire général, sort renforcé du congrès, la position des autres paraît affaiblie sauf celle de Souslov, gardien vigilant de la pureté doctrinale. Malgré quelques promotions récentes, la gérontocratie est solidement installée aux leviers de commande du PCUS.

le règne de la gérontologie

Ils sont 27 qui dirigent le parti et l'Etat. Ils ont été élus par 4.998 délégués, qu'ils ont désignés eux-mêmes et qui représentent 15.700.000 adhérents ; plus de 3.000 délégués sont venus de la République fédérative de Russie, de loin la plus grande et la plus puissante des quinze républiques fédérées. Selon le rappor-

teur, 1.703 délégués étaient des ouvriers industriels, 887 des kolkhoziens et des sovkhoziens. Mais quand on additionne le nombre des permanents du parti (1.114), du Komsomol, des syndicats et des Soviets (693), quand on y ajoute les dirigeants économiques (659), les savants, les enseignants (545) et les militaires (314), ainsi que les députés au Soviet suprême (1 608), on s'aperçoit que ces différentes catégories de notables, en majorité d'origine ouvrière et paysanne, sont représentées par 4 933 délégués ; autrement dit que les « sang-grade » et sans fonction représentative n'étaient que soixante-cinq !

Ils étaient là pour approuver, applaudir, faire connaître tout au plus les préoccupations des membres de l'appareil à différents niveaux de la hiérarchie sociale. Le Palais des Congrès est aménagé en salle de spectacle et non de délibération, avec sa vaste scène, sa galerie des invités, son parterre des délégués, ses rangs serrés de fauteuils, où rien n'a été prévu pour prendre des notes ou intervenir de sa place. Les délégués étaient là en simples auditeurs, dociles et privilégiés. Quant à la tribune, elle n'était accessible qu'aux grands du régime et aux leaders des partis étrangers.

Triomphal en politique étrangère et militaire, domaine réservé de Brejtnev ; modérément critique en politique intérieure et économique, assumée par d'autres dirigeants ; tel est en bref le bilan du XXV^e congrès de PCUS. Son objectif essentiel était de conserver et de préserver un équilibre qui paraît fragile, au sommet de la hiérarchie. Ce parti, figé dans son immobilisme, présente des signes d'usure des hommes et des institutions. Les décisions, prises par le congrès, ne font que perpétuer l'état de choses existant ; elles n'offrent pas, pour le proche avenir, la possibilité de révolution, a fortiori de la libéralisation, du régime.

Victor FAY